

**KINGDOM OF BELGIUM**

Intervention de S.E. Karen Van Vlierberge ,
Représentante permanente adjointe

au Conseil de sécurité des Nations Unies

Soudan/Soudan du Sud (FISNUA)

22/10/2020

Monsieur le président,

L'actualité récente nous démontre que l'amélioration des relations entre le Soudan et le Soudan du Sud est un fait. Je parle bien sûr des pourparlers de paix tenus à Juba entre autorités et groupes soudanais.

La Belgique salue également les discussions concernant la zone d'Abyei qui ont eu lieu à Khartoum en septembre. C'est un autre signe encourageant que la volonté existe pour trouver une solution politique au statut d'Abyei. Cependant, ces signaux ne suffisent pas. Plusieurs discussions doivent reprendre, à plusieurs niveaux, pour progresser sur certains points : je pense notamment aux décisions prises par le mécanisme conjoint politique et de sécurité, aux points concernant la piste d'atterrissage d'Athony, ainsi que les visas en attente pour les unités de police.

La situation en zone d'Abyei reste fragile. La Belgique déplore les attaques contre la FISNUA, et les violences entre communautés. Ces incidents, ainsi que ceux liés à la criminalité, soulignent l'importance de maintenir actuellement au sein de la mission des forces de sécurité et de police, pour assurer l'état de droit et protéger les civils. Cette situation renforce notre préoccupation déjà mentionnée concernant la délivrance des visas attendus

pour le personnel des trois unités de police constituées et les 108 policiers hors unités constituées. Malgré nombreux appels des membres de ce Conseil à cet égard, le risque d'une situation de sous-effectifs et d'une absence de personnel de police dans la plupart des bases d'opérations demeure.

Nous saluons les efforts de la Mission visant à promouvoir le dialogue pour la résolution des conflits, associant par exemple les chefs locaux. Nous saluons aussi les actions en faveur d'un rôle accru des femmes et des jeunes dans la vie politique locale. L'Union européenne est également active dans ce domaine : mentionnons par exemple le projet de consolidation de la paix financé par l'Union européenne, et exécuté en collaboration avec l'OIM, l'ONG Concordis et l'ONG Green String Network. Il a permis récemment d'organiser des formations en résolution des conflits et en négociation destinées aux femmes et aux jeunes. Nous notons aussi avec satisfaction l'engagement de la FISNUA sur le thème des violences sexuelles, avec plusieurs activités de prévention.

Pour conclure : sans résolution de la question d'Abyei, un départ de la FISNUA n'est pas envisageable. Mais la mission ne peut se substituer indéfiniment à l'Etat : nous appelons les parties à redoubler d'efforts pour clore ce chapitre de l'histoire des Soudans.